

505 LH 291 | 8

624

(1940)

Couverture des insuffisances du compte annuel de liquidation  
par des avances du Trésor - Modalités de remboursement en  
temps de guerre -Jeun des Conventions du 31.8.37 et 9.9.39)

(s) C.D.	5. 3.40	5	II 1°
C.D.	12. 3.40	40	XII

Lettre SNCF au M.des T.P.16.3.40

Dépêche du M.F. au M.T.P. 6. 4.40

Dépêche du M.T.P. au M.F.10. 4.40

Dépêche du M.F. au M.T.P.10. 5.40

Dépêche du M.T.P. à SNCF 22. 5.40

MINISTERE  
DES  
TRAVAUX PUBLICS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

Paris, le 22 mai 1940

1er Bureau

LE MINISTRE

à Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL D'ADMINISTRATION  
de la SOCIETE NATIONALE des CHEMINS DE FER

L'emploi des excédents d'exploitation de la Société Nationale des Chemins de fer a donné lieu à une correspondance entre mon Département et celui des Finances.

Vous trouverez ci-joint copie de cette correspondance.

La lettre que j'adresse par même courrier à mon Collègue précise l'emploi qu'il convient de donner aux excédents en question :

1°) - majoration de l'effort d'amortissement en portant, pendant la guerre, et à partir de 1940, de 20 à 50 % des dépenses complémentaires de premier établissement (installations et matériel) la dotation annuelle du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la Convention du 31 août 1937 ;

2°) - affectation du surplus des excédents au remboursement des avances faites par l'Etat pour couvrir la déficit du petit équilibre de 1938.

Vous aurez, en conséquence, à rectifier les prévisions budgétaires de l'exercice 1940 et à me soumettre un projet d'avenant à la Convention du 9 septembre 1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de guerre.

Pour le Ministre et par autorisation

Le Conseiller d'Etat  
Directeur Général des Chemins de fer  
et des Transports

Signé : CLAUDON.



Paris, le 10 mai 1940.

3ème Bureau

LE MINISTRE DES FINANCES

à Monsieur le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
et des TRANSPORTS.  
- Cabinet du Ministre -

A la date du 6 avril 1940, je vous ai fait connaître mon point de vue quant à l'emploi à donner aux excédents d'exploitation, (comptant tenu des charges de grand équilibre), de la Société Nationale des Chemins de fer dont la situation financière se révèle prospère depuis la guerre.

Après avoir rendu hommage à l'effort considérable fourni par le personnel des chemins de fer, hommage auquel je m'associe bien volontiers, vous m'avez fait part de votre opinion sur la question.

En ce qui concerne l'affectation par priorité des excédents des exercices 1939 et 1940 au remboursement des avances faites par l'Etat pour couvrir le déficit du petit équilibre de 1938, vous m'avez informé de votre accord dont je prends acte avec satisfaction.

J'avais estimé par ailleurs qu'il y avait lieu d'envisager un renforcement de l'amortissement industriel des dépenses de premier établissement, amortissement que les difficultés financières rencontrées avant les hostilités avaient amené à réduire.

Vous observez que, en contrepartie de cette réduction, certaines dépenses ont été intégrées au compte d'exploitation. Néanmoins vous estimez que la situation actuelle de la S.N.C.F. doit lui permettre de ne pas différer l'amortissement du sous-compte dont la création a été décidée en 1939 en vue d'amortir les débits du compte d'établissement.

Enfin, vous reconnaissez la nécessité de majorer l'effort d'amortissement et vous seriez disposé à demander à la S.N.C.F. d'étudier la possibilité d'accélérer l'amortissement du matériel neuf. Vous suggérez, pendant les années de guerre, la formule suivante, pour le matériel acheté dans l'année  $n$  :

La S.N.C.F. amortirait, par exemple, l'année  $n$ , 20% comme prévu à la convention du 31 août 1937, l'année  $n + 1$  également

.....

20% et, l'année  $n + 2$  et les suivantes 10%; en outre, pour les travaux de voie ne correspondant pas à un accroissement évident d'actif, la S.N.C.F. pourrait amortir 50% dès la première année, l'augmentation de 30% sur le taux prévu à la convention du 31 août 1937 représentant forfaitairement les dépenses de main-d'oeuvre, qui peuvent être considérées comme perdues en cas de dépose des installations, au contraire du matériel qui peut être récupéré.

Ces dépenses d'amortissement entreraient en compte pour l'établissement du budget de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné le caractère exceptionnel, pendant la guerre, tant des résultats d'exploitation que des besoins de matériel, je suis d'accord avec vous pour limiter à la durée des hostilités l'application des nouvelles modalités d'amortissement industriel à prévoir. Il m'apparaît toutefois que la formule que vous suggérez aurait pour effet d'accroître progressivement d'une année à l'autre les charges d'amortissement à imputer au compte d'exploitation. En vue de réaliser une répartition plus uniforme de ces charges, je vous propose une autre formule consistant à porter pendant la guerre de 20 à 50% des dépenses complémentaires de premier établissement (installations et matériel) la dotation annuelle du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937.

Afin d'assurer pour fin 1940 le remboursement intégral ou quasi intégral des avances du Trésor pour la couverture du déficit de petit équilibre de 1938, j'estime que les nouvelles modalités d'amortissement industriel ne devront être appliquées qu'à partir de 1941.

En ce qui concerne l'intégration des charges de grand équilibre dans le budget de guerre de la S.N.C.F., vous m'avez fait connaître qu'à votre avis il y avait lieu d'y renoncer. A cet égard, je ne puis que vous confirmer qu'à mon sens cette question, si la solution m'en paraît pouvoir être provisoirement réservée, reste posée.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre sentiment sur les points envisagés ci-dessus.

signé: LAMOUREUX.



12 avril 1940

Le Ministre des Travaux Publics  
à Monsieur le Ministre des Finances

Dans votre lettre - Secrétariat Général - Contrôle Financier - 3ème Bureau - du 6 avril 1940, vous notez que, contrairement aux prévisions des auteurs de la Convention du 9 septembre 1939 qui fixe le régime financier des Chemins de fer en temps de guerre, la situation financière de la Société Nationale est prospère.

Mais, au lieu de vous féliciter qu'en place du déficit de 2.500 millions de 1938 et d'une insuffisance prévue d'un milliard pour 1939, le Trésor bénéficiera d'un boni de 200 millions pour 1939 et d'un excédent de 2 milliards pour 1940, vous estimez qu'en somme les cheminots n'y sont pour rien, cet accroissement de recettes du rail provenant en définitive des énormes dépenses assumées par l'Etat du fait de la guerre.

Ce schéma est sans doute exact du point de vue comptable ; il est certain que l'Etat paie, directement pour les transports militaires, indirectement pour les transports des usines d'armement, des sommes considérables à la S.N.C.F.

Mais il ne faudrait pas oublier que ces paiements représentent des prestations particulièrement onéreuses en personnel et en matières, et que la S.N.C.F. n'a pu assurer les transports des Ministères de Défense Nationale, tout en exécutant de façon satisfaisante les transports commerciaux, aussi indispensables les uns que les autres à la vie nationale, qu'au prix d'un effort considérable et d'une augmentation de la durée de travail du personnel, qui n'a rien de comparable dans les autres entreprises de l'Etat.

En un mot, j'aurais aimé vous voir reconnaître que la prospérité des finances de la Société Nationale ne se résoud pas dans une simple opération de transfert. J'en viens donc à vos conclusions puisqu'aussi bien les considérations qui les précèdent n'ont qu'une valeur de constatation comptable :

.....

1°- Vous estimez que les excédents des exercices 1939 et 1940 doivent, par application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, être employés par priorité au remboursement des avances faites par l'Etat pour couvrir le déficit du petit équilibre de 1938, lequel s'est monté à 2.542 millions.

Je suis d'accord et c'est ce que la S.N.C.F. a elle-même proposé le 16 mars 1940 par lettre D. 6112/7 et D. 91310/9.

2°- Vous estimez qu'il y a lieu d'envisager une certaine augmentation de l'amortissement industriel des dépenses de premier établissement, amortissement que les difficultés rencontrées avant les hostilités pour assurer l'équilibre financier de l'exploitation des Chemins de fer avaient amené à réduire.

Il est exact que, d'un commun accord, nous avons supprimé l'obligation d'amortir immédiatement les installations supprimées, mais il est juste de rappeler que nous avons intégré au compte d'exploitation des dépenses dont le montant équivalait sensiblement aux sommes précédemment consacrées à l'amortissement industriel.

Sous réserve de cette mise au point, j'estime que la situation actuelle de la S.N.C.F. doit lui permettre de ne pas différer l'amortissement du sous-compte dont la création a été décidée en 1939 en vue d'amortir les débits du compte d'établissement.

3°- Vous affirmez que la question de l'intégration des charges du grand équilibre reste posée mais, d'autre part, vous écrivez qu'il ne saurait être question de gager de nouvelles dépenses sur les excédents constatés depuis le début des hostilités.

Permettez-moi d'observer que ces deux questions s'excluent l'une l'autre : il est vain de penser que la Société Nationale puisse à la fois procéder à un amortissement accéléré des investissements de guerre et inscrire à son budget une partie des charges du grand équilibre.

Avant la guerre, j'avais commencé une étude de la révision du régime financier fixé par la Convention du 31 août 1937 et j'avais abouti à cette conclusion qu'il convenait de renoncer à l'intégration des charges du grand équilibre dans le budget de la S.N.C.F., mais qu'il fallait, pour éviter l'endettement progressif de la S.N.C.F., lui imposer l'amortissement immédiat de toute dépense qui ne représenterait pas un accroissement réel d'actif gagé par des recettes nouvelles ou des économies. Les événements de septembre 1939 m'ont empêché de mener à bien ce projet.

.....



Je ne crois pas davantage opportun d'intégrer une part des charges anciennes de capital dans le budget de guerre de la S.N.C.F., mais je reconnais la nécessité de majorer l'effort d'amortissement.

Je suis disposé à demander à la S.N.C.F. d'étudier la possibilité d'accélérer l'amortissement du matériel neuf. Une formule telle que la suivante pourrait être envisagée pendant les années de guerre, pour le matériel acheté dans l'année n.

La S.N.C.F. amortirait, par exemple, l'année n, 20 %, comme prévu à la Convention du 31 août 1937, l'année n + 1 également 20 % et l'année n + 2 et les suivantes, 10 % ; en outre, pour les travaux de voie ne correspondant pas à un accroissement évident d'actif, la S.N.C.F. pourrait amortir 50 % dès la première année, l'augmentation de 30 % sur le taux prévu à la Convention du 31 août 1937 représentant forfaitairement les dépenses de main-d'oeuvre, qui peuvent être considérées comme perdues en cas de dépose des installations, au contraire du matériel qui peut être récupéré.

Ces dépenses d'amortissement entreraient en compte pour l'établissement du budget de la S.N.C.F.

Enfin, dans l'hypothèse où, après remboursement du déficit du petit équilibre de 1938, il y aurait un reliquat, celui-ci serait, jusqu'à due concurrence, affecté à un amortissement complémentaire des dépenses de guerre.

Si nous sommes d'accord, je négocierai sur ces bases avec la S.N.C.F. un avenant à la Convention du 9 septembre 1939 fixant le régime financier des Chemins de fer en temps de guerre.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre sentiment sur les solutions que j'envisage.

Le Ministre des Travaux Publics,

Signé : de MONZIE.



jd

C O P I E

Ministère des Finances

Paris, le 6 avril 1940

-----  
Secrétariat Général

-----  
Contrôle Financier

-----  
3<sup>e</sup> Bureau

-----  
00822

LE MINISTRE DES FINANCES

à Monsieur le Ministre des Travaux Publics

- Cabinet -

Régime financier des  
Chemins de fer en temps  
de guerre.

-----

Conformément aux prescriptions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre, la S.N.C.F. vient de procéder, à la date du 15 mars 1940, à la révision trimestrielle de son budget d'exploitation de l'exercice 1940. Les nouvelles prévisions effectuées font ressortir un excédent de 1903 millions après réalisation du petit équilibre (charges financières des emprunts émis avant le 1er janvier 1938 non comprises), alors que les évaluations initiales établies en novembre 1939 laissaient prévoir une insuffisance de 773 millions, par rapport au petit équilibre.

D'autre part, les résultats de l'exercice 1939 actuellement connus se traduisent par un excédent de l'ordre de 200 millions, après réalisation du petit équilibre.

On est ainsi amené à constater que les prévisions qui ont inspiré la Convention du 9 septembre 1939 fixant le régime financier des chemins de fer en temps de guerre, à savoir que l'état de guerre aggraverait les difficultés financières de la S.N.C.F. et la mettrait dans l'impossibilité de réaliser progressivement l'équilibre financier de l'exploitation ferroviaire, suivant le rythme prévu par la Convention de 1937, se trouvent entièrement infirmées par les faits.

Il est essentiel d'observer que l'accroissement considérable des recettes des chemins de fer constaté depuis l'ouverture des hostilités provient principalement des énormes dépenses assumées par l'Etat du fait de la guerre. Je noterai tout d'abord que les recettes militaires voyageurs et marchandises sont évaluées dans le budget de 1940 révisé, déduction faite des transports militaires alliés (de l'ordre de 500 millions), à 4.800 millions.

En outre, indépendamment des recettes directement encaissées de l'Etat, il faut considérer que l'augmentation des recettes

....

commerciales est due, pour une très grosse part, au développement de l'activité des fournisseurs de l'Etat, en vue de satisfaire aux besoins de la Défense nationale et de l'Armement (intensification de la production des industries existantes tant nationales que privées, création d'usines et d'industries nouvelles).

Par ailleurs, l'accroissement des recettes commerciales des chemins de fer ne traduit pas une augmentation équivalente de la production. Cet accroissement résulte en effet, pour une part importante, de l'allongement du parcours moyen, conséquence notamment du repliement et de la décentralisation des usines, de sorte que les recettes fiscales de l'Etat ne marquent, malheureusement pas, du chef du développement de la production, la même progression que les recettes des chemins de fer.

Je noterai encore que les chemins de fer se trouvent pendant la guerre beaucoup plus efficacement protégés qu'en temps de paix contre la concurrence de la route et des autres moyens de transport, tant du fait du renforcement de la coordination que de la réquisition des véhicules et de la nécessité de réduire la consommation des carburants.

En définitive, il est patent que la guerre a pour effet d'améliorer considérablement la situation financière des chemins de fer, en même temps que l'Etat se voit obligé d'assumer des charges écrasantes. Au lieu de se trouver, comme on le supposait lorsqu'a été passée la Convention du 9 septembre 1939, en présence de déficits du petit équilibre accrus, en dispose, au contraire, d'excédents par rapport à ce petit équilibre, dont le total, pour les exercices 1939 et 1940, est évalué à  $1.900 + 200 = 2.100$  millions. Il ne me paraît pas douteux que ces excédents doivent recevoir l'affectation prévue par l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, c'est-à-dire être employés, par priorité, au remboursement des avances faites par l'Etat, pour couvrir le déficit du petit équilibre de 1938 (2.541 millions).

En outre, j'estime qu'il y a lieu d'envisager, dès à présent, une certaine augmentation de l'amortissement industriel des dépenses de premier établissement, amortissement que les difficultés rencontrées, avant les hostilités, pour assurer l'équilibre financier de l'exploitation des chemins de fer, avaient amené à réduire. D'autre part, la question de l'intégration des charges du grand équilibre reste posée.

Dans ces conditions, je suis persuadé que vous estimerez avec moi qu'il ne saurait être question de gager de nouvelles dépenses sur les excédents constatés depuis le début des hostilités.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre sentiment sur les divers points examinés ci-dessus.

Pour le Ministre et par autorisation,  
Le Secrétaire Général,  
signé .....



Le Président  
du Conseil d'Administration

16 mars 1940

D 6112/ 7  
D 91310/9

Monsieur le Ministre,

Aux termes du 2ème alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, les avances faites par l'Etat à titre de garant, en couverture de l'insuffisance du compte annuel de liquidation seront, dans la mesure où elles dépasseront le montant des charges non encore incorporées dans l'équilibre financier de la S.N.C.F., "remboursées au plus tard le 31 décembre de l'exercice suivant celui en cours duquel elles auront été consenties et porteront intérêt au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %."

D'autre part, la Convention du 9 septembre 1939 a prévu (Art. II-e):

"L'application des dispositions prévues au 2ème alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 sera suspendue pendant tous les exercices compris entre le 1er janvier de l'année de la mobilisation générale et le 31 décembre qui suivra la date officielle de cessation des hostilités".

Il résulte de ce texte que l'obligation de remboursement qui était faite à la S.N.C.F. par le 2ème alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 a été, de même que le jeu des intérêts, suspendue pendant toute la période d'application de la Convention relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre.

Mais, aux termes de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937, le compte annuel de liquidation de la Société Nationale comprend en dépenses (§g) "le remboursement au Trésor des avances prévues au 2ème alinéa de l'article 25".

Si l'on rapproche ce texte de l'expression "au plus tard" du 2ème

Monsieur le Ministre des Travaux Publics



alinéa dudit article 25, il apparaît que la S.N.C.F. a la faculté de rembourser lesdites avances par anticipation avant la date limite fixée.

Nous estimons que cette faculté, résultant de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937, n'a pu être suspendue par le § e de l'article II de la Convention du 9 septembre 1939, qui ne vise que l'article 25.

Dès lors, si pour un exercice de guerre le montant des recettes de toute nature visées au § A de l'article 21 de la Convention du 31 août 1937 dépasse le montant des dépenses visées aux §§ B-a, B-b, B-d, B-e et B-f de ce même article, l'excédent doit être appliqué :

a) d'abord et à due concurrence au remboursement de l'insuffisance de l'exercice 1938 encore couverte par des avances du Trésor au titre du deuxième alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, ledit remboursement étant imputé au § B-g du compte de liquidation.

b) puis, à due concurrence également, en atténuation des avances du Trésor prévues au troisième alinéa de l'article 19 de la Convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges imputées au § B-c du compte de liquidation, le solde éventuel étant affecté dans les conditions fixées à l'article 24.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître si vous êtes d'accord sur cette interprétation des Conventions des 31 août 1937 et 9 septembre 1939.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction  
du 12 mars 1940

-----

QU. XII - Affectation des excédents  
du compte d'exploitation.

P.V. COURT

Le Comité approuve le projet de lettre qui lui est  
soumis.

STENO p. 40

M. LE PRÉSIDENT. - Il s'agit de la question dont je vous  
ai parlé à notre dernière séance, en vous exposant qu'il valait  
mieux payer d'abord nos dettes, c'est-à-dire rembourser par  
priorité les avances du Trésor exigibles à bref délai.

M. FILIPPI a trouvé, pour cela, une argumentation très judi-  
cieuse qu'il va vous exposer.

M. FILIPPI. - L'exercice 1939 va se solder par un  
excédent de l'ordre de 150 M. Il est vraisemblable que l'exer-  
cice 1940 se soldera par un excédent encore plus élevé.  
D'après les dispositions de la convention du 31 août 1937,  
ces excédents devraient être affectés au remboursement au  
Trésor des avances prévues au 2ème alinéa de l'article 25  
de la convention, c'est-à-dire des avances correspondant au  
déficit du petit équilibre, qui portent intérêt au profit  
du Trésor, et qui doivent être remboursés au plus tard au  
cours de l'exercice  $n + 2$ . Mais la convention du 9 septembre  
1939 sur le régime financier des chemins de fer en temps de  
guerre a suspendu, pendant toute la durée des hostilités,

l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 35, c'est-à-dire, à la fois l'obligation de rembourser ses avances avant le 31 décembre de l'année  $n + 2$  et le jeu des intérêts. Nous soutenons que si le remboursement, dans le délai fixé, n'est plus une obligation, la Société Nationale n'en conserve pas moins la faculté d'y procéder si elle en a les moyens et c'est sur cette interprétation que nous demandons l'accord du Ministre des Travaux Publics, après avis du Ministre des Finances.

M. MARLIO. - Je voudrais simplement dire un mot sur cette question. Je tiens à déclarer tout d'abord, en tant que représentant des Compagnies de Chemins de fer, que la solution envisagée ne touche en rien aux intérêts de ces Compagnies.

\*\*\*\*\*



M. FILIPPI. - Au contraire.

M. MARILL. - J'ajoute, en tant que membre du Comité de Direction de la R.N.C.F. et responsable, pour une part, de sa gestion, que la proposition de M. FILIPPI ne paraît procéder d'une saine gestion, inspirée d'une saine doctrine, qui est celle de payer ses dettes.

Sur le terrain strictement juridique, je ne suis pas absolument sûr qu'une interprétation littérale des textes ne conduirait pas à une conclusion un peu différente. Il est dit, dans la convention relative au régime financier en temps de guerre, que l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 23 est suspendue pour la durée des hostilités, et non pas seulement que le délai maximal dans lequel les avances de l'Etat au titre de l'alinéa 2 de l'article 23 ont été protégées. On pourrait donc soutenir, au point de vue strictement juridique, que la R.N.C.F. n'a pas le droit de rembourser ces avances étant donné que c'est l'ensemble des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 23 qui se trouve suspendu pendant la durée des hostilités, et qu'au texte de la convention du 31 août 1937, s'est substitué le texte de la convention du 9 septembre 1939. Ce serait peut-être faire une critique de pure forme, de pur droit et je n'insiste pas, parce qu'encore une fois, je considère que la mesure proposée par M. FILIPPI procède d'une saine gestion. Le bon sens n'est pas forcément en contradiction avec le droit pur et je ne fais pas d'objection.

M. FILIPPI. - Même au point de vue droit pur, on peut faire la distinction entre l'obligation et la faculté. En effet, le paragraphe g) de l'article 21 de la convention de 1937 subsiste. Or ce paragraphe prévoit que le compte annuel

.....

de liquidation comprendra en dépenses "le remboursement au Trésor des avances prévues au 2ème alinéa de l'article 25". Et ce paragraphe subsiste, puisque la convention relative au régime financier en temps de guerre n'a pas visé cet article 21.

M. René MAYER. - Il y a un second argument. Il faut voir dans l'intérêt de qui a été suspendue l'application des dispositions du 2ème alinéa de l'article 25 de la convention de 1937.

M. RABIER. - On n'a certainement pas envisagé, quand on a rédigé cette disposition de la convention de 1937, que la S.N.C.F. pourrait avoir des excédents d'exploitation. C'est pour cela que je dis qu'à s'en tenir à la lettre des textes, on pourrait discuter; mais il est certain que la seule préoccupation qu'ont eue en vue les rédacteurs de la convention du 9 septembre 1937 était d'alléger les charges de la Société Nationale pendant la guerre, en suspendant l'obligation qui lui était imposée par le 2ème alinéa de l'article 25, de rembourser les avances afférentes au déficit du petit équilibre, au plus tard au 31 décembre de l'exercice  $n + 2$ . C'est là, sans aucun doute, l'esprit dans lequel cette disposition a été rédigée.

M. FILIPPI. - même si on s'en <sup>tient</sup> ~~tenait~~ à la lettre des textes, le fait que la convention pour le temps de guerre n'a ~~pas~~ abrogé le paragraphe g) de l'article 21 de la convention de 1937, donne une base juridique solide à notre interprétation.

\*\*\*\*\*



On aurait pu d'ailleurs présenter notre thèse sous une autre forme qui aurait été la suivante : l'article 21 définit ~~l'ensemble~~ la contenance du compte d'exploitation qui comprend, d'une part, les recettes, d'autre part, un certain nombre de dépenses qui sont énumérées successivement dans les paragraphes a) à g) de cet article.

La Société Nationale inscrit <sup>d'abord</sup>, en dépenses, celles qui figurent aux paragraphes a) et b); ~~mais elle n'inscrit pas~~ ~~celles~~ ~~figurant~~ ~~au~~ ~~paragraphe~~ ~~c),~~ puisqu'il s'agit des charges du grand équilibre, et que l'application de l'article 19, qui prévoit l'incorporation progressive de ces charges pour 1/3ème chaque année dans le budget de la Société Nationale, a été suspendue. Elle inscrit ensuite, en dépenses, celles qui sont prévues aux paragraphes ~~à~~ d), e) et f). L'ensemble des dépenses de ces divers paragraphes étant inférieur aux recettes, il reste encore un excédent. Comme la Société Nationale n'a rien pu inscrire au paragraphe c) et qu'il reste encore un paragraphe g), il est normal qu'elle applique ce solde excédentaire aux dépenses définies par ce dernier paragraphe.

M. MARLIO. - Je ne fais pas d'objection, puisque je crois que la proposition de M. FILIPPI procède d'une gestion normale, saine et honnête de la S.N.C.P.

M. LE PRÉSIDENT. - Le Comité est d'accord.

.....



-----

QU. II - Comptes rendus hebdomadaires

Affectation du solde créditeur éventuel  
du budget d'exploitation

(s) p. 8

M. LE PRESIDENT - Nous allons avoir à prendre position sur la question de l'affectation de ce reliquat du compte d'exploitation.

Aux termes de l'art. 24 de la Convention, le reliquat du compte d'exploitation doit être affecté, pour 80 % au plus de son montant, au remboursement au Trésor des avances qu'il a consenties en vertu de l'art. 25. Or, ces avances correspondent, d'une part, à la couverture des dépenses du grand équilibre et, en ce cas, elles ne portent pas intérêt, d'autre part, à la couverture des insuffisances du petit équilibre, et alors elles portent intérêt.

Etant donné que la Convention du 9 septembre 1939 sur le régime financier en temps de guerre a suspendu, pendant toute la durée des hostilités, l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'art. 25 de la Convention du 31 août 1937, qui prévoit le remboursement dans les deux ans au Trésor de ces dernières avances afférentes à la couverture du petit équilibre, il semble que les versements que nous allons faire devraient être appliqués au remboursement des avances afférentes à la couverture du déficit du petit équilibre de 1938, et qui s'élèvent à 2.694 M., continueraient donc à porter intérêt sans pouvoir être remboursées, leur remboursement devant figurer seulement dans les comptes du premier exercice qui suivra la fin des hostilités. Or, il me paraîtrait infiniment plus logique de rembourser d'abord nos dettes qui portent intérêt.

Nous allons donc demander au Directeur Général de se mettre en relations avec le Ministère des Finances pour obtenir, au

.....

besoin, une modification sur ce point de la Convention du 9 septembre 1939.

M. FILIPPI - Après examen de la question, je crois que la difficulté pourrait être résolue par une simple lettre interprétative de la Convention.